

LETTRE DE L'OBSERVATOIRE

OFFENSIVE DU JNIM :

Entre “ jihad ” économique et menace des intérêts étrangers



NOVEMBRE 2025



Résumé exécutif

Les récents enlèvements d'étrangers et l'importante rançon de 50 à 70 millions de dollars qui aurait été payée au JNIM pour libérer deux émiratis et un iranien ont ravivé les interrogations sur la sécurisation des investissements et même la viabilité des sites économiques dans l'espace sahélien. Ce phénomène accentue, certes, les effets de la stratégie d'asphyxie économique mais internationalise l'écho d'un « jîhâd » économique qui semble, aussi, s'inscrire dans une démarche de fragilisation des régimes militaires en place. L'offensive de la Jamâ'at Nasrat al-Islâm wal Muslimîn (JNIM) inflige des dommages économiques croissants aux intérêts étrangers, transformant les investisseurs et les compagnies étrangers en cibles stratégiques d'une menace hybride et endémique. Les attaques visent, désormais, directement les infrastructures économiques, les sites miniers et les convois logistiques, avec pour objectif stratégique d'asphyxier les économies locales et de délégitimer les régimes en place. En 2025, le JNIM a intensifié ses opérations contre des cibles étrangères, démontrant, en même temps, une capacité croissante à frapper simultanément plusieurs fronts.

Dans la région aurifère de Kayes, plusieurs raids ont été menés. Le 1er juillet, trois ressortissants indiens ont été enlevés à la cimenterie Diamond Cement Factory, provoquant une réaction immédiate du ministère indien des Affaires étrangères. Entre fin juillet et août, six sites industriels chinois, principalement des mines d'or, ont été attaqués, entraînant le kidnapping de ressortissants chinois. Pékin aurait, d'ailleurs, exigé des autorités maliennes une meilleure sécurisation des projets dans cette zone. Le 22 août, la mine de lithium de Bougouni au Mali, exploitée par la société britannique Kodal Minerals, a été prise pour cible, causant la mort d'un agent de sécurité et obligeant un durcissement des mesures de protection. Cette escalade traduit une stratégie sophistiquée : au-delà des attaques directes sur les sites industriels, le JNIM perturbe les chaînes logistiques par des blocus et des embuscades sur les convois, compromettant l'exploitation de ressources stratégiques comme l'or, l'uranium et le lithium.

De telles actions touchent divers investisseurs étrangers – chinois, occidentaux, indiens, russes – indépendamment de leur origine, malgré le shift

diplomatique vers des partenaires non occidentaux (Chine, Russie, Turquie).

Ce repositionnement n'a pas permis de sécuriser les sites économiques où s'activent les nouveaux partenaires, exacerbant la vulnérabilité persistante des projets extractifs et infrastructurels. Les impacts économiques sont multiples et interconnectés. À court terme, les perturbations opérationnelles entraînent des arrêts de production, des surcoûts sécuritaires et des pertes directes en ressources. À plus long terme, l'insécurité risque de créer un effet dissuasif majeur : les entreprises étrangères hésitent à maintenir ou à accroître leurs investissements dans des zones à haut risque, avec le risque d'une chute drastique des flux d'investissement direct étranger. En même temps, le JNIM exploite habilement les griefs locaux en qualifiant les investisseurs étrangers de « colonisateurs économiques », accusant leurs projets d'exploiter les ressources sans bénéfice pour les populations.

Cette rhétorique, amplifiée par la propagande du groupe terroriste, renforce son ancrage communautaire, tout en délégitimant les régimes et leurs nouveaux partenaires. Au-delà des pertes humaines et matérielles, les conséquences stratégiques sont lourdes : risque accru d'expansion de l'insécurité vers les pays côtiers, menace sur les corridors commerciaux régionaux, et l'érosion du soft power des investisseurs étrangers. Face à cette menace hybride, les entreprises et les investisseurs étrangers doivent, nécessairement, adapter leurs stratégies. En définitive, l'offensive du JNIM ne vise pas uniquement les intérêts étrangers en tant que tels, mais les utilise comme levier pour étrangler les économies, affaiblir les régimes en place et consolider son emprise territoriale. Sans réponse coordonnée et durable, cette dynamique risque de provoquer un désinvestissement massif, une contraction économique régionale et une instabilité accrue, avec des répercussions durables sur la stabilité du Sahel et au-delà.



INTRODUCTION

Les kidnappings répétés de ressortissants étrangers et la rançon colossale de 50 voire 70 millions de dollars payée, récemment au JNIM ravivent les craintes sur la sécurité des investissements au Sahel. En 2025, le JNIM intensifie son « Jihâd » économique contre les intérêts étrangers (infrastructures, mines, convois) dans les pays de l'AES, visant à asphyxier les économies locales, délégitimer les régimes militaires et frapper simultanément plusieurs fronts.

Outre l'instabilité consécutive à la montée en puissance de la Jamâ'at Nusrat al-Islam wal Muslimîn (JNIM), ressortissants étrangers, infrastructures, comme investisseurs encore présents dans ces zones en payent un lourd tribut. Les effets de l'insécurité, dans ses différentes déclinaisons, semble davantage ressortir des analyses traitant de la menace terroriste au Sahel.

Parmi les pays partenaires encore présents dans ces

En observant de près cette situation assez complexe, on est frappé par la manière dont divers acteurs/secteurs deviennent de potentielles cibles au point de risquer, sur le long terme, d'être lourdement affectés par une insécurité devenue endémique.

La présente note se penche, dans un premier temps, sur l'escaladé ciblée du JNIM contre les intérêts étrangers à travers un recensement des attaques de 2025 et une analyse de leur évolution stratégique. Puis, elle explorera les motivations profondes du groupe, entre symboles d'ingérence et asphyxie économique des régimes de l'AES. Enfin, une dernière partie analysera plus spécifiquement, les conséquences multiples – humaines, économiques et stratégiques – de cette menace hybride, avant de suggérer des pistes d'adaptation pour les investisseurs étrangers dans un contexte sahélien durablement instable.

étrangers dans la région restent des sujets de

Une escaladé ciblée contre les intérêts étrangers

zones d'insécurité, la Chine semble subir l'ampleur des dommages collatéraux de cette guerre asymétrique sur les investissements étrangers. En effet, Pékin s'est inscrit dans une logique de renforcement de sa présence à travers des investissements massifs à l'instar de son initiative "Belt and Road", communément appelée les Nouvelles routes de la soie. La Chine est aussi impliquée dans les économies de la région à travers de nombreux projets structurants avec des investissements conséquents dans les mines d'or et d'uranium au Niger ou encore les raffineries sucrières au Mali. Mais la multiplication des attaques contre les intérêts chinois dans la zone sahélienne soulève quelques interrogations quant à cette situation touchant aussi d'autres pays.

Bien d'autres investisseurs étrangers – qu'ils soient occidentaux, russes ou asiatiques –, sont établis dans le Sahel central, mais demeurent sous la pression des effets de la menace terroriste sur leurs activités.

Devant les répercussions croissantes du terrorisme sur les investissements étrangers, les mesures adoptées par les autorités des pays de l'AES à l'endroit de sociétés étrangères établies au Sahel, ne semblent pas mitiger les contrecoups de l'insécurité.

Ainsi, l'engagement et la sécurité des partenaires

préoccupation dans un environnement sahélien de plus en plus fragile, voire volatile.

À travers un monitoring de quelques incidents sécuritaires recensés en 2025, la présente note tente d'explorer les motivations du JNIM ainsi que les implications directes de ses actions sur l'activité économique et les investissements étrangers. Un accent particulier sera mis sur la nature hybride de la menace et ses conséquences humaines et stratégiques et sur la manière dont elle représente un énorme défi sécuritaire pour la viabilité économique de régions entières.

Un monitoring des types de cibles des récentes attaques du JNIM en 2025, montre une intensification des opérations contre les intérêts étrangers, avec une combinaison de frappes directes (sur sites miniers) et indirectes (sur convois escortés). A l'intervalle de quelques semaines, le groupe terroriste a effectué plusieurs raids coordonnés contre des sites industriels étrangers comme pour démontrer sa capacité à mener des actions simultanées sur une multitude de fronts.

Les attaques concentrées, dans un premier temps, sur la région aurifère de Kayes, se sont progressivement étendues vers le centre et le sud du Mali, touchant des raffineries détenues par des compagnies chinoises près de Ségou, de même que la mine britannique de lithium de Bougouni. La multiplication de telles attaques, touchant différentes parties du territoire en même temps, marque un tournant dans la stratégie opérationnelle du groupe, qui cherche désormais à cibler et à frapper des infrastructures économiques. Une telle stratégie de ciblage économique devient préoccupante si l'on sait l'importance stratégique de la région de Kayes dans l'Ouest du Mali. En effet, cette région représente un pôle aurifère majeur renfermant environ 80% des mines d'or du pays, tout en constituant un corridor commercial vital vers le Sénégal.

Le 1er juillet 2025, la cimenterie Diamond Cement Factory, entreprise indienne située à Kayes, a été le théâtre d'un enlèvement de trois ressortissants indiens.¹⁰ Le ministère indien des Affaires étrangères avait immédiatement réagi en exprimant son inquiétude, appelant même les autorités maliennes à prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de la libération rapide et sécurisée des otages et d'un suivi coordonné avec l'Ambassade de l'Inde à Bamako, ainsi que les familles concernées.

Parallèlement à l'élargissement des catégories de cibles économiques, des entreprises chinoises ont été particulièrement touchées. Entre fin juillet et août 2025,

parmi le personnel de sécurité et a conduit à un renforcement immédiat des mesures de protection sur le site.

Cette fréquence des attaques traduit la volonté du groupe d'exercer une pression économique durable sur la régime de Bamako, tout en perturbant les circuits d'exploitation et donc compromettre les partenariats étrangers. Ce qui illustre une stratégie de plus en plus sophistiquée mêlant attaques sur des cibles stratégiques, des symboles de la présence économique étrangère (raids sur raffineries) avec l'objectif tactique d'accentuer les perturbations économiques (blocus logistiques), n'épargnant ni les investisseurs et encore moins la crédibilité d'un régime qui n'a pas réussi à concrétiser sa promesse de sécurité.

Il faut rappeler qu'après la rupture d'avec quelques partenaires traditionnels, les autorités maliennes avaient renforcé et resserré leurs liens économiques et militaires avec des puissances non occidentales, à l'instar de la Chine, la Russie et la Turquie. Cette orientation a renforcé la présence de nouveaux opérateurs étrangers et des pourvoyeurs alternatifs d'équipements militaires. Mais un tel shift diplomatique n'a pas permis à Bamako de faire face à la vulnérabilité des sites économiques et miniers aux attaques jihadistes et autres types d'insécurité. Ainsi, se pose la question de savoir si les attaques ciblant les investisseurs étrangers étaient un moyen de viser des symboles d'ingérence ou étaient perpétrées dans le but de nuire à la crédibilité sécuritaire et à la légitimité politique des différents régimes dans les pays de l'AES incapables d'assurer la sécurité promise aux populations lors des coups

Les intérêts étrangers au Sahel : vers une pression accrue sur des cibles stratégiques ?

Le JNIM a attaqué six sites industriels chinois, principalement dans la région aurifère de Kayes, entraînant l'enlèvement de quelque dix citoyens chinois.

Pékin avait, aussi, réagi officiellement par l'intermédiaire de son ambassade, demandant aux autorités maliennes de redoubler d'efforts pour retrouver et sécuriser les otages. Des mesures ont, aussi, été prises pour assurer la sécurité des entreprises, compagnies et projets chinois en exécution dans la région de Kayes et ailleurs.

En outre, le 22 août 2025, la mine de lithium de Bougouni, exploitée par la société Kodal Minerals, une entreprise britannique, a été attaquée par des assaillants armés à moto. L'attaque a fait un mort

d'État.

4

Qu'est ce qui légitimerait un tel intérêt du JNIM à multiplier ses attaques sur les intérêts étrangers non moins économiques ? D'une part, ces intérêts seraient ciblés comme symboles d'ingérence avec des projets extractifs perçus comme peu bénéfiques aux populations locales, alimentant des griefs de plus en plus exploités par le JNIM, qui qualifie les partenaires économiques des autorités en place de "colonisateurs économiques" — qu'ils soient chinois (mines nigériennes) ou occidentaux (ferroviaires maliens). D'autre part, ces attaques s'inscrivent dans une stratégie plus large visant à asphyxier les économies de l'AES : les mines d'or et

d'uranium (représentant une bonne part des exportations nigériennes) et les infrastructures (routes chinoises reliant Bamako au Sénégal) sont des cibles clés pour affaiblir les régimes, délégitimer leurs alliances, tout en renforçant le contrôle des points stratégiques et l'ancrage territorial et communautaire du JNIM.

Cette analyse fait ressortir une certaine hybridité et une complexité de la menace terroriste aux lourdes conséquences pour les investisseurs dans le Sahel central, combinant pertes humaines, économiques, mais également stratégiques aussi bien pour la Chine que les firmes occidentales et russes :

-Pertes en vies humaines : un coup moral et diplomatique

Depuis le début de l'année 2025, le kidnapping de ressortissants étrangers est de mise (Chinois, Indiens, etc.), en plus des incidents touchant aussi des Européens et des Russes. Ces pertes constituent une pression politique interne sur les pays d'origine et remettent en question les politiques de non-ingérence jusqu'ici adoptées par des pays comme la Chine. Cette situation n'est pas sans complexifier les relations avec les autorités militaires tout en créant un effet dissuasif : réticence accrue des firmes étrangères à opérer dans les zones à haut risque comme l'Ouest du Mali et une grande partie du Burkina Faso.

-Pertes économiques : une menace sur les investissements

La situation qui prévaut dans le Sahel central menace, sur le long terme, les projets des entreprises qui se sont maintenues au Sahel avec un fort risque de diminution drastique du volume des investissements étrangers dans les années à venir si l'insécurité persiste. Les perturbations logistiques (blocus contre Bamako) et

les pertes de ressources (uranium nigérien) affectent les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les ports de Dakar et d'Abidjan ne resteront pas indemnes des conséquences économiques d'un tel blocus et de la détérioration de la sécurité sur les corridors stratégiques.

-Pertes stratégiques : une influence sous pression Le JNIM met à nu les failles des partenariats sécuritaires des pays dans un contexte où des mercenaires russes sont fortement critiqués en raison d'abus dont ils feraient l'objet, en même temps qu'ils paraissent inefficaces. De même, la propagande du JNIM amplifie les griefs locaux contre les projets extractifs, fragilisant le soft power des investisseurs. Les risques d'expansion vers les pays côtiers (Bénin, Sénégal, Togo) menacent les corridors commerciaux essentiels.

Au regard de ces différents constats, une adaptation des investisseurs étrangers demeure plus qu'une nécessité. L'intensification des appels à la protection via l'PAES, tout en investissant dans des projets communautaires (éducation, eau) pourrait contrer toute instrumentalisation de griefs économiques du JNIM. En fait, le JNIM n'anime pas en soi une hostilité particulière envers la Chine ou d'autres investisseurs, mais utilise l'attaque contre les intérêts des partenaires extérieurs comme moyen de pression politico-sécuritaire pour asphyxier les économies des pays où elle se déploie avec de plus en plus de moyens. Cette menace hybride inflige des pertes significatives à tous les acteurs étrangers et aux pays de l'PAES dont leur capacité à contenir le débordement des épicentres de la violence djihadiste interroge de plus en plus.

5

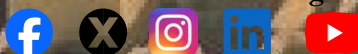
TIMBUKTU INSTITUTE
African Center For Peace Studies

Cité Keur Gorgui - Dakar Sénégal BP : 15177 ; CP : 10700, Dakar - Fann

Tel. +221 33 827 34 91

E-mail : contact@timbuktu-institute.org

timbuktu-institute.org



Copyright - Timbuktu Institute Novembre 2025

6